

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA PRÉSUMÉE INJUSTICE DÉCOULANT DES MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX PRESTATIONS

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, de plus en plus, les Canadiens se demandent à partir de quelle justice sociale ce gouvernement a décidé de couper les prestations d'assurance-chômage à 34,000 préretraités qui, avant le 5 janvier, avaient accepté une préretraite ou perdu leur emploi et touché des prestations d'assurance-chômage, et, le 5 janvier, le gouvernement a décidé de les supprimer, leur faisant ainsi subir une perte de \$10,000. Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de pénaliser les gens qui retirent des prestations de leur régime de pension d'employeur suite à la perte de leur emploi?

Pourquoi les militaires, les membres des forces policières et d'autres groupes de citoyens, qui sont obligés de prendre leur préretraite alors qu'ils ont payé leurs prestations d'assurance-chômage, n'y auront-ils plus droit? Et en vertu de quelle justice sociale ce ministre des Finances (M. Wilson) a-t-il décidé qu'une personne qui retire \$300 de son régime de pension d'employeur perd \$200 d'assurance-chômage et que le plus riche qui retire \$300 par semaine d'un régime privé, un REER, a droit à ses prestations d'assurance-chômage?

J'invite tous les députés conservateurs à faire pression sur le premier ministre pour corriger cette injustice.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LE TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE

LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le député de York-Scarborough (M. McCrossan) a reproché au NPD et à moi-même, je le suppose, d'avoir déclaré que nous ferions obstacle à l'adoption rapide du projet de loi sur la concurrence. Il devrait savoir que les représentants des exploitants indépendants du secteur pétrolier ont comparu hier devant le comité avec des propositions d'amendement au projet de loi, en disant qu'on ne devrait pas adopter le projet de loi à moins d'y apporter ces amendements. Il devrait savoir que le professeur Stanbury, l'un des meilleurs experts dans le domaine, a déclaré que le projet de loi présentait de graves lacunes. Tant qu'on n'y aura pas remédié, nous allons certes combattre ce projet de loi avec toute l'énergie possible.

Article 21 du Règlement

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LA POSSIBILITÉ D'UNE SUBVENTION DE PRÈS DE 80 MILLIONS DE
DOLLARS POUR LA DÉPOLLUTION DU FLEUVE SAINT-LAURENT

M. Édouard Desrosiers (Hochelaga—Maisonnette): Monsieur le Président, mercredi, l'honorable ministre de l'Environnement (M. McMillan) a déclaré que le Québec pouvait s'attendre à recevoir d'ici peu le même traitement pour la dépollution du Saint-Laurent qu'a reçu l'Ontario pour la dépollution des Grands lacs.

Sous l'ancien gouvernement libéral, le Québec avait été injustement exclu du traité international d'assainissement des eaux des Grands lacs, signé avec les États-Unis en 1978. Cette décision avait été prise en dépit du fait que les eaux des Grands lacs se déversent dans le Saint-Laurent.

Notre gouvernement, un gouvernement conservateur, qui a une vraie représentation québécoise, verra sous peu à corriger cette situation, et on parle, monsieur le Président, d'une subvention de près de \$80 millions pour dépolluer le fleuve Saint-Laurent. Je pense donc que c'est là une bonne nouvelle.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE LA CONVOCATION D'UNE RÉUNION DES PAYS
EXPORTATEURS DE GRAIN

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, cette semaine, plusieurs membres du comité permanent de l'agriculture des Communes sont allés à Washington rencontrer l'honorable Richard Lyng, qui a été récemment nommé secrétaire de l'Agriculture, le sous-secrétaire Amstutz et plusieurs dirigeants du Congrès. Malheureusement, ces entretiens ont confirmé nos pires craintes. Bien que les Américains soient largement conscients des répercussions que leur mesure législative agricole aura sur le Canada et d'autres pays exportateurs, ils sont déterminés à attaquer de front les pays exportateurs de la CEE dans ce qui est devenu la guerre des subventions.

● (1115)

L'avenir des exportations agricoles canadiennes est véritablement menacé par cette guerre à finir, mais il y a quand même une lueur d'espoir, monsieur le Président.

Les autorités américaines sont au courant des démarches que multiplie le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) pour convoquer une réunion des pays exportateurs et elles les approuvent. Elles conviennent également qu'il est extrêmement important que les pourparlers se poursuivent à tous les niveaux, notamment aux prochaines négociations du GATT. Entre-temps, comme pays, nous ne devons rien négliger pour aider financièrement les agriculteurs canadiens qui sont les malheureuses victimes de cette guerre commerciale.